

Communiqué de presse

Interdiction des Frères Musulmans : question de sécurité ou de contrôle idéologique ?

La Chambre des représentants vient d'adopter une motion visant à interdire les Frères Musulmans et les « organisations affiliées » aux Pays-Bas. Cette mesure est présentée comme une mesure de sécurité urgente contre un mouvement qui chercherait à instaurer la charia. Mais quiconque regarde au-delà de la rhétorique et examine les faits, le contexte et le modèle français explicitement mentionné y verra autre chose : une attaque systématique contre la conscience islamique et politique des musulmans.

L'approche française, à laquelle il est explicitement fait référence et dont la motion reprend la terminologie, est révélatrice à cet égard. Sous prétexte de lutter contre le « séparatisme », la France a développé un modèle dans lequel non seulement les actions, mais surtout les idées des musulmans sont visées. De nombreuses mosquées ont été fermées, des organisations dissoutes et des institutions placées sous tutelle – non pas en raison d'infractions pénales avérées, mais en raison d'une influence présumée, de croyances ou de termes vagues tels que « infiltration de longue date ».

Cette approche est désormais de plus en plus courante dans d'autres pays européens, notamment aux Pays-Bas. Cependant, tant les députés que l'AIVD reconnaissent que les Frères Musulmans n'existent pas aux Pays-Bas en tant qu'organisation officielle. Selon eux, il n'y a ni structure claire, ni base d'adhérents, ni entité juridique pouvant être facilement interdite. De plus, l'AIVD a indiqué à plusieurs reprises qu'ils ne représentaient pas une menace directe.

Et pourtant, une interdiction est en cours de discussion. Cela soulève une question fondamentale : qu'est-ce qui est exactement interdit ici ? S'il n'existe aucune organisation concrète, il ne reste qu'une étiquette : un terme générique large et flexible qui peut être utilisé de manière modulable contre diverses formes de pensée, d'activisme et d'auto-organisation islamiques. Ce mécanisme n'est pas nouveau. Auparavant, le « salafisme » était utilisé de la même manière. Aujourd'hui, nous voyons le même schéma réapparaître, cette fois sous l'étiquette « Frères Musulmans ».

Dans cette optique, il apparaît clairement qu'il ne s'agit pas véritablement des Frères Musulmans en tant qu'organisation concrète, mais de quelque chose de plus large. Le terme « Frères Musulmans » fonctionne comme une étiquette à travers laquelle les idées et les positions islamiques sont cadrées et contestées. Ce qui est désigné sous cette étiquette, dans la pratique, touche tous les musulmans. Ainsi, ce n'est pas tant une organisation qui est visée, mais une vision du monde islamique qui est visible et largement répandue au sein de la communauté musulmane.

De plus, cette étiquette est délibérément associée au Hamas, au « terrorisme » et à la « sécurité ». En conséquence, toute critique de l'État sioniste occupant ou tout soutien à la Palestine est immédiatement replacée dans un cadre d'extrémisme, d'infiltration et d'antisémitisme. Le débat de fond est ainsi remplacé par la stigmatisation.

On tente ainsi d'établir une base juridique pour restreindre structurellement tant l'identité islamique que les positions, opinions et activités politiques, tout en neutralisant simultanément les voix critiques qui s'opposent à l'occupation et à l'injustice des pays occidentaux dans le monde islamique.

Cependant, cette ligne de conduite produira l'effet inverse. Elle sensibilisera davantage les musulmans et renforcera leur motivation à dénoncer l'injustice, tant aux Pays-Bas qu'ailleurs.

Okay Pala

Représentant médiatique du Hizb ut Tahrir aux Pays-Bas